



En direct des associations

Bulletin / Juin 2023

EPAF

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 20 JUIN 2023

Déclaration
Solidaires Finances

Monsieur le président,

Le nouveau Comité de Direction est maintenant au complet avec l'arrivée récente de la nouvelle DGS.

Les agents et agentes des Finances, actif.ves et retraité.es, sont en colère, une colère profonde devant d'une part le vol qu'ils ont subi, d'autre part de leurs conditions de travail de plus en plus déplorables et, comme tou.tes les salarié.es du public et du privé, de la dégradation croissante de leur pouvoir d'achat.

Un vol, oui, on nous vole, on nous dépèce notre action sociale gagnée par des luttes syndicales que les plus ancien.nes ont tou.tes en mémoire, en 1989. À l'issue de ce long conflit de 7 mois à la DGI qui a gagné les autres directions du ministère puis la Fonction publique. Chaque ministère a eu sa sortie de crise. Au ministère de l'Intérieur, les inspecteurs de police, cadres B, sont passés cadres A. Au ministère de l'Éducation Nationale, la majorité des instituteur.rices, cadres B, sont passés cadres A professeurs des écoles. Le tout ayant débouché sur les accords « Dura-four » au sein de la Fonction publique. Aux Finances, rien de tout cela, pas de promotion, mais plus du doublement du montant des crédits de l'action sociale, acquisition de résidences, rénovation de l'existant, des colos en pleine expansion, jusqu'à plus de 15 000 par an, des nuitées de plus en plus importantes dans les résidences et même des tarifs en baisse. Ces dernières années, l'État propriétaire a laissé pourrir des résidences sans les entretenir alors même que les remplissages étaient pour l'essentiel optimum pour la plus grande partie du parc immobilier mis à disposition d'EPAF.

Les actif.ves voient de jour en jour leurs conditions de travail se dégrader, de plus en plus sans avoir de vision précise sur leur avenir avec des pressions hiérarchiques, une politique du chiffre, un empilement de réformes, des suppressions de services ou des transferts. Tout cela générant fatigue, stress, besoin de souffler. L'action sociale doit être là pour eux.

Les actif.ves et les retraité.es doivent faire face à une dégradation croissante de leur pouvoir d'achat. Les prix flambent mais les salaires et les pensions ne suivent pas.





Sur une année coulante, à ce jour, l'inflation est de l'ordre de 6 % alors que les dépenses courantes et les produits de première nécessité sont toujours aussi élevés (plus de 20 %) sans compter les coûts de l'énergie (gaz et électricité). Ce ne sont pas les revalorisations du point d'indice, 3,5 % en juillet 2022 et 1,5 % au 1^{er} juillet 2023, qui vont y remédier, étant précisé que la dernière revalorisation date du 1^{er} février 2017 avec 0,6 %. La situation des retraité.es est identique avec 0,8 % au premier janvier 2023 et 4 % en 2022. En 2017, le candidat Macron avait promis « Avec moi, le pouvoir d'achat des retraités sera préservé », mais en 6 ans il a baissé entre 7,6 % et 9,4 %.

S'agissant de l'actualité du jour, le projet de vente, le compromis de vente, ou la vente ferme, de la résidence de Saint Raphaël révélé par l'article de Var-Matin nous montre une fois de plus l'absence de dialogue social au sein du ministère et plusieurs questions se posent : d'abord la procédure, puis le montant de la vente ; le maire se targue de faire une bonne affaire pour 9 millions d'euros mais qu'en est-il de la valeur vénale du site qui était en excellent état ?

Question subsidiaire, qu'en est-il du devenir des 12 autres sites volés à EPAF ?

Rappelons le postulat de départ de vendre les résidences à des opérateurs du tourisme social et en définitive pouvant se faire en totale reconversion, c'est-à-dire hors du champ du tourisme social. 50 % du produit des ventes devraient revenir en principe à l'action sociale. Restons prudent, on nous avait dit la même chose il y a plus de 20 ans pour la vente d'une colo plus ou moins délaissée !!!

Nous vous posons une question : pour les autres résidences restant à EPAF, leur avenir est devant ou derrière elles ? Vendres, La Saline. Pour **Solidaires Finances**, les résidences connaissent un accroissement de leur fréquentation et leur pérennité doit être assurée. Nous y reviendrons ultérieurement.

Venons-en aux tarifs : en 2023, une hausse de 5 %, en 2024 sans la moindre discussion au GT ce sera 8 %, c'est indécent eu égard à la perte du pouvoir d'achat des uns et des autres. Vous n'avez qu'une approche budgétaire de l'action sociale qui concerne les actifs et les retraités des ministères économiques et financiers. Pour **Solidaires Finances**, c'est inacceptable.

Il a été annoncé au Conseil de Surveillance qu'il soit pris conscience de la perte de pouvoir d'achat et que l'objectif de 8 % pourrait être infléchi en travaillant sur un dispositif qui absorbe une partie de l'impact de l'inflation pour baisser la tarification envisagée ; la rapidité de la mise en place d'une nouvelle tarification à la va-vite ne peut que poser question. Le GT Tarifs ne doit pas être une simple réunion d'information mais un vrai débat. Devant cette situation, **Solidaires Finances** demande un moratoire sur ce sujet et une véritable discussion sur les barèmes, la création de nouvelles tranches.

Pour **Solidaires Finances**, l'action sociale n'est pas un luxe mais une nécessité, elle est au cœur des besoins des personnels, titulaires ou non, actif.ves ou retraité.es. Elle doit répondre aux besoins sociaux en termes de logement, de restauration, de petite enfance, de loisirs et apporter une solution aux difficultés de toutes celles et de tous ceux confronté.es aux accidents et aléas de la vie.

Solidaires Finances restera vigilant et continuera à se battre pour maintenir une action sociale ministérielle, de qualité, pour toutes et tous et en l'occurrence le droit à bénéficier de vacances dans des endroits où le tourisme social semble de plus en plus proscrit. Ce n'est pas le choix du Secrétariat général qui n'a qu'une approche comptable de l'action sociale que nous ne cessons de dénoncer et de combattre. **Solidaires Finances** remercie les agent.es d'EPAF pour leur professionnalisme et notamment « Vacances ensemble » qui font un travail remarquable avec des enfants porteurs de handicap, dont le nombre reste stable depuis des années.

Les représentants de Solidaires Finances à EPAF

Martial BECK, Jean-Etienne CORALLINI, Guillaume LEFIER

Sandra PAUSE, Marc VEYRAT